

Etat des lieux et perspectives

Les deux axes de travail fondamentaux de l'association Bizi ! sont l'urgence écologique et la justice sociale. Urgence écologique, parce qu'il est urgent de lutter contre le changement climatique et de réduire nos émissions de gaz à effet de serre, mais aussi d'imposer la fin de l'utilisation des énergies fossiles. Justice sociale, parce que si l'économie capitaliste et le productivisme sont directement responsables du dérèglement climatique, ils menacent de fait la planète, le monde du vivant et les droits des peuples. Freiner le changement climatique implique de modifier les modes actuels de production, de distribution et de consommation. « Changeons le système, pas le climat ! », un slogan qui résume parfaitement le fait que justice sociale et justice climatique sont intimement liées. L'anticapitalisme reste donc étroitement lié à la question climatique et aux luttes écologiques, notamment pour ne pas se laisser bernier par les fausses solutions mises en avant par le « capitalisme vert » (solutions technologiques générant des impacts sociaux et environnementaux encore plus graves, produits des calculs à court terme du capital qui cherche à tirer profit de la crise écologique). Ce sont sur ces fondements que se construisent toutes nos réflexions, propositions et actions.

En ce début 2013, nous avons fixé nos grandes campagnes jusqu'en 2014, avec en ligne de mire la conférence internationale onusienne de 2015 sur le climat probablement en France (50 000 participants attendus pour la partie officielle)¹. Au menu de nos prochains mois, la participation à la définition d'une stratégie climat partagée avec d'autres acteurs, le pilotage de la genèse d'un logo mondial pour articuler plus clairement les nombreuses luttes sectorielles avec la lutte climatique, le développement de la monnaie locale Eusko, la réalisation et la présentation d'une boîte à outil programmatique pour les élections locales de 2014, sans oublier le village des alternatives, Alternatiba, prévu le 6 octobre 2013, quelques jours après la parution du rapport scientifique du Groupement d'Expert Internationaux sur l'Evolution du Climat (GIEC) annoncé en septembre 2013 (des rapports complémentaires suivront sur les thématiques de la vulnérabilité des systèmes socio-économiques et naturels au changement climatique, les stratégies d'adaptation, les pistes de solutions ... ainsi qu'un résumé à l'attention des décideurs).

Les projections des scientifiques de plus en plus alarmantes

Les précédents rapports du GIEC ont été publiés en 1990, 1995, 2001 et 2007, et les prévisions de ces rapports sont de plus en plus pessimistes au fil des années. En effet, les décisions prises par les décideurs lors des sommets internationaux successifs n'ont jamais été à la hauteur des alertes répétées du GIEC. Les émissions d'origine humaine des différents gaz à effet de serre (responsables du réchauffement climatique actuel) continuent donc de croître. Il est donc hélas certain que les prévisions du prochain rapport soient encore plus alarmantes que celles de 2007. De nombreuses études scientifiques publiées après 2007 vont déjà en ce sens (montée des eaux des océans, fonte accélérée du Groenland, etc.).

Les effets du changement climatique sont déjà et de plus en plus perceptibles, y compris dans les pays riches :

- Diminution de la couverture neigeuse et, dans l'hémisphère Nord, de l'étendue des glaces de mer ;
- Fonte des glaciers ;
- Diminution d'étendue du pergélisol ;

1 http://www.lexpress.fr/actualite/politique/le-futur-sommet-sur-le-climat-pose-probleme-a-l-elysee_1204937.html

- Élévation du niveau de la mer ;
- Sécheresse historique aux États-Unis à l'été 2012, spécifique par son rythme de développement sans précédent ;
- Ouragans Bopha et Sandy. L'ampleur de ce dernier a eu le mérite de ramener le maire de New-York à la raison, qui admet que le climat est en train de changer et qu'il faut impérativement baisser les émissions de carbone ;
- Températures hors normes en Australie en 2012 et début 2013 et énormes incendies incontrôlables en ce début d'année. Les températures extrêmes, telles les 45,8°C sans précédent à Sydney, rendent toutes activités quasi impossibles ;
- Plus globalement, températures largement au-dessus des moyennes dans la plupart des pays du monde ;
- Fonte accélérée du Groenland ;
- Fonte de la banquise arctique, et pronostic par certains scientifiques de fonte complète à l'été 2016 avec des conséquences dramatiques.

Le qualificatif « sans précédent » se retrouve de plus en plus souvent dans l'évocation des catastrophes et phénomènes climatiques extrêmes et les constats sans appel se multiplient : « 2012, l'année des extrêmes climatiques, selon l'ONU » ; « Huit des neuf années les plus chaudes ont eu lieu depuis 2000, selon la NASA » ; etc.

L'objectif de limitation de la température moyenne du globe est de 2°C par rapport à l'ère préindustrielle. Alors que ce seuil nous était présenté comme la limite absolue à ne pas dépasser pour ne pas risquer un emballement climatique s'auto-alimentant de manière irréversible, de plus en plus de scénarios indiquent qu'il va être particulièrement compliqué à tenir. Cela démontre à quel point le roi est nu : la main invisible du marché, le capitalisme triomphant, la foi dans le progrès technologique n'auront pas évité à l'humanité le risque du dépassement de ce seuil dangereux.

L'autre question qui est un réel enjeu et vient encore plus souligner l'impérieuse nécessité d'un changement de cap massif et radical avant 2020 est la date du franchissement possible de ce seuil. Dès 2050 ? A la fin du siècle ?

Pour espérer rester le plus longtemps possible dans la fourchette des deux degrés et donner ainsi plus de temps à l'espèce humaine pour qu'elle puisse s'adapter le mieux possible à ce défi sans précédent depuis qu'elle existe, il est impératif d'inverser la courbe mondiale des émissions annuelles de CO₂ dès maintenant et de les baisser significativement avant 2020. A ce jour, on constate au contraire chaque année une quantité de CO₂ émise supérieure à celle de l'année précédente.

Ainsi, notre lutte pour éviter un emballement climatique cataclysmique et irréversible, survenant dans des délais extrêmement proches qui empêcheraient toute capacité d'adaptation réelle, se gagne ou se perd dans la décennie qui vient.

Vers la fin des énergies fossiles ... et des ressources en tous genres ?

Selon l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), le pic de pétrole conventionnel² a eu lieu en 2008. Le développement de l'exploitation des pétroles et gaz non conventionnels, huiles de schistes, gaz de schiste, notamment aux États-Unis est favorisé par le renchérissement du prix de l'énergie et laisse entrevoir un nouvel Eldorado, du moins médiatique. Difficile de savoir ce qu'il en

2 Au sens de la consommation de la moitié du stock mondial disponible

est réellement. Matthieu Auzanneau³ sur son blog « Oil Man », modère et relativise l'enthousiasme de la presse économique ainsi que Benoît Thévard, que nous avons accueilli en Iparralde. Les découvertes de gisements alternatifs ne vont faire que reculer l'échéance et ne sont de toute façon pas sans conséquence néfaste pour l'environnement.

Ne compensant de toutes façons pas le déclin des gisements actuels, ces découvertes de gisements alternatifs ne font que reculer l'échéance, ne sont pas de taille à empêcher que l'énergie devienne moins abondante et plus chère et sont particulièrement désastreuses pour l'environnement.

Mais ne faudrait-il pas plutôt, par cohérence avec notre première inquiétude climatique, intégrer la réflexion de Maxime Combes⁴ et laisser le pétrole sous terre ? *« Sur la base d'une étude du Postdam Institute for Climate Impact Research, l'ONG Carbon Tracker calcule qu'il ne faut pas consommer plus du cinquième ou du quart des toutes les réserves prouvées de pétrole, charbon et gaz de la planète d'ici 2050, si l'on ne veut pas dépasser les 2 °C d'augmentation de la température globale au-delà desquels les dérèglements climatiques ne seraient plus maîtrisables. A échéance d'un demi-siècle, nous ne sommes donc pas confrontés à une pénurie de pétrole, mais à un trop-plein. ».*

En combinant les résultats de cette étude scientifique de 2009⁵ estimant notre « crédit carbone » pour le 21^{ème} siècle afin de ne pas dépasser le seuil fatidique des 2 degrés, et les quantités de CO₂ que nous avons déjà émises depuis l'an 2000, il ne faudrait pas émettre plus de 500 à 700 milliards de tonnes de CO₂ d'ici 2050. Or, si nous conservons le rythme actuel d'émissions (en progression constante chaque année), ce « crédit carbone » sera épuisé entre 2025 et 2030.

Stratégiquement, il nous faut prioriser nos luttes au vu de leur niveau d'urgence. « Malheureusement », il y a vraisemblablement encore trop de pétrole disponible, la date de la pénurie semble repoussée. Le discours que nous avons tenu ou relayé sur la fin des énergies fossiles reste vrai, mais devient moins prégnant auprès de la population. Plutôt que de parler de l'après-pétrole, ne faudrait-il pas présenter le pétrole comme une drogue qui nous fait perdre pieds avec la réalité de notre monde et nous entraîne dans le basculement climatique ?

Peut-être plus largement, pourrions-nous travailler sur les pics de toutes les ressources finies, sur la surexploitation des ressources naturelles qui du coup n'atteignent plus leur taux de renouvellement annuel ? En faisant le lien entre la diminution inéluctable des stocks finis et la surexploitation actuelle des stocks renouvelables d'une part, l'augmentation de la population mondiale d'ici 2050 d'autre part et la vision humaniste qui nous invite à souhaiter que l'ensemble de la population mondiale ait un niveau de vie « acceptable » par ailleurs, ne devrions-nous pas essayer de mettre au cœur des débats la notion d'empreinte écologique, la nécessité de partage par la modification de nos modes de vie bien trop prédateurs ? Le dernier ouvrage d'Hervé Kempf « Fin de l'occident, naissance d'un monde » peut être pour nous une source d'inspiration : *« [...] regardons de face le cœur du problème qui se pose à la société humaine en ce début du XXI^e siècle : les contraintes écologiques interdisent que le niveau de vie occidental se généralise à l'échelle du monde. Il devra donc baisser pour que chacun ait sa juste part. Autrement dit, l'appauvrissement matériel de l'Occident est inéluctable. ».*

Et au-delà d'une vision axée sur nos besoins, n'oublions pas que notre mode de développement occidental, suivi peu à peu par le reste du monde, entraîne la sixième extinction des espèces⁶, singulière par le fait qu'elle est 1000 fois plus rapide que les extinctions précédentes. En

3 <http://pétrole.blog.lemonde.fr/2012/11/13/les-etats-unis-1er-producteur-mondial-de-pétrole-en-2017/#more-6019>

4 <http://www.amisdelaterre.org/Laisser-le-pétrole-sous-terre-une.html>

5 <http://www.pik->

[potsdam.de/~mmalte/pubs/Meinshausen_etal_2009_Nature/Meinshausen_etal_2009_GHGTargets2C_Nature.pdf](http://www.pik-potsdam.de/~mmalte/pubs/Meinshausen_etal_2009_Nature/Meinshausen_etal_2009_GHGTargets2C_Nature.pdf)

6 http://www.notre-planete.info/environnement/biodiversite/extinctions_massives.php#openavert

oubliant que ce sont les sols, les mers et océans, la faune et la flore qui nous permettent de nous nourrir, nous risquons des conséquences sans précédent à l'échelle mondiale.

Une croissance infinie n'a aucun sens dans un monde fini

Mettons de côté quelques instants la situation climatique et les ressources, et arrêtons-nous sur la situation économique qui défraie chaque jour l'actualité.

L'économie capitaliste abuse du jargon mathématique mais s'est malheureusement dissociée des bases scientifiques, dans ses fondements, en omettant les principes géo-physiques de notre monde. L'économie oublie « juste » d'intégrer la notion d'énergie dans toute action humaine et oublie « juste » d'intégrer le fait que notre monde est fini. Nous connaissons la phrase chère aux mouvements prônant la décroissance (des inégalités, des gaspillages, des productions inutiles, de la pollution, de la publicité, de la consommation ...) : « *Celui qui croit qu'une croissance infinie est possible dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste* » (Kenneth Boulding) . Il est probable que la crise économique actuelle soit simplement un retour à la réalité après une illusion productiviste d'un peu plus de deux siècles. Les économies productivistes, qui se sont crues dans un monde infini, ont foisonné à une époque d'abondance des ressources, d'énergie peu chère, de rareté de la pollution et des destructions environnementales. Par leurs développements - principalement l'économie capitaliste aujourd'hui –, ces modèles nous ont conduit à l'aube d'un monde de la rareté de l'énergie et des ressources à stock fini, de l'abondance des pollutions et des destructions de l'environnement.

L'illusion de l'augmentation du niveau de vie « moyen » n'est en fait simplement pas tenable ni dans la durée, ni pour l'ensemble de la population mondiale. Cette situation de « crise » économique n'est en fait que le début de la fin de vie d'un système qui accapare nos décideurs et déterminent leurs choix politiques. A dépenser une grande part de leur énergie à sauver un système économique mourant, ils ne font preuve d'aucune imagination pour mettre en place un système sociétal soutenable et ne prêtent que très peu d'attention à la question climatique, d'une ampleur bien plus grande, mais dont les projections les plus alarmantes n'évoquent que les années 2100, ou 2050 au plus tôt. Le changement climatique frappe pourtant déjà à notre porte.

Par l'équation dite de Kaya⁷, sur laquelle travaillent les scientifiques du GIEC, on comprend que la quantité annuelle d'émission humaine de CO₂ est proportionnelle au PIB (Produit Intérieur Brut), l'augmentation de celui-ci s'appuyant sur une augmentation de la consommation d'énergie primaire composé à 80 % d'énergie fossile au niveau mondial.

$$\text{Emissions de GES} = \left(\frac{\text{Emissions de GES}}{\text{Energie utilisée}} \right) \times \left(\frac{\text{Energie utilisée}}{\text{Revenu disponible}} \right) \times \left(\frac{\text{Revenu disponible}}{\text{Personne}} \right) \times \text{Population}$$

$$\text{Emissions de GES} = \left(\frac{\text{Contenu en gaz carbonique}}{\text{de l'énergie}} \right) \times \left(\frac{\text{Intensité énergétique de}}{\text{l'économie}} \right) \times \left(\frac{\text{Production}}{\text{par personne}} \right) \times \text{Population}$$

7 http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89quation_de_Kaya

C'est bien l'ensemble du système économique mondial, principalement capitaliste qu'il convient ainsi plus que jamais de remettre en cause. Il est plus que temps d'afficher clairement notre objection au culte de la croissance économique. Nous dénonçons la croissance du PIB en tant qu'indicateur de performance et de progrès. En effet, ce mode d'évaluation, centré sur la production et la consommation marchandes et monétaires, ne prend en compte que certaines activités tout en ignorant les effets prédateurs du productivisme et de la dérégulation sur la vie sociale et sur l'environnement. Il ne tient aucun compte de la bonne santé physique et morale des populations, de la qualité de vie, du lien social, etc.

Vers un effondrement planétaire ?

La lecture de l'ouvrage « Effondrement » de Jared Diamond nous en apprend beaucoup sur les raisons les plus fréquentes de la fin des civilisations humaines. Une analyse comparée des effondrements des habitants de l'île de Pâques, des îles de Pitcairn et d'Henderson, des peuples d'Anasazis, des Mayas, des Vikings ; une réflexion sur l'Australie, la Chine, sont quelques-unes des composantes de son étude élaborée au cours des années 2000. Il ressort cinq facteurs potentiellement en jeu dans les effondrements : des dommages environnementaux ; un changement climatique ; des voisins hostiles ; des rapports de dépendance avec des partenaires commerciaux ; et des réponses apportées par une société, selon ses valeurs propres, à ces problèmes.

Est-il besoin de reparler des destructions environnementales en cours, du changement climatique ? Les diverses pénuries dont celles liées à l'eau potable vont conduire dans les années à venir à des instabilités géopolitiques dans divers coins du monde. La mondialisation nous rend interdépendant à l'échelle planétaire. Quant aux modalités par lesquelles nos sociétés répondent à ces différents problèmes, cela va du déni à la technophilie la plus folle.

La singularité de la situation planétaire actuelle est que c'est l'ensemble de la « civilisation humaine » qui s'est aujourd'hui mise en grave danger.

Extinction des espèces la plus rapide de l'histoire planétaire, basculement climatique le plus rapide de l'histoire planétaire, effondrement larvé du système économique capitaliste, fin prochaine des ressources de stock, augmentation sans précédent de la population mondiale, incapacité de nos décideurs à s'accorder sur les mesures à prendre, déni de réalité d'une partie de la population, absence de connaissance de l'ampleur de tous ces problèmes de l'autre partie. C'est bien la paix et la démocratie qui sont menacées ainsi que la poursuite de la vie civilisée sur terre.

Notre mouvement, parmi d'autres, dont l'ensemble constitue un groupe encore trop minoritaire, navigue d'une appréhension progressive de ces questions vers une ultra-conscience de la situation.

Comment construire une démarche positive dans un contexte aussi sombre ? Devant les incertitudes et la complexité des crises imbriquées, il est difficile de savoir combien de temps nous avons pour inverser les tendances. Du fait des inerties sociales, politiques et technologiques, le délai d'action se rétrécit. Combien de temps nous reste-t-il encore avant le point de bascule de l'assiette de « Saison Brune »⁸ ? Personne ne le sait exactement mais une chose est certaine : urgence et gravité caractérisent notre situation, et nos stratégies doivent en tenir compte.

Nous devons rendre visible et compréhensible par le plus grand nombre possible ce diagnostic ; clarifier et populariser les solutions possibles à travers des alternatives concrètes ; construire autour d'elles les alliances et les rapports de forces suffisants pour les imposer aux

8 http://fr.wikipedia.org/wiki/Saison_Brune. Dans sa BD de vulgarisation du changement climatique, disponible à la bibliothèque de la Fondation, Philippe Squarzoni illustre l'effet de seuil irréversible par le fait de pousser une assiette vers le bord d'une table. Après le dépassement du point d'équilibre, c'est la chute irrémédiable.

décideurs, guidés par un intérêt personnel opposé, à court terme, à l'intérêt collectif et durable de l'humanité. Enfin, nous devons sans plus attendre mettre en place dès aujourd'hui les alternatives, les transitions, les expérimentations, les voies concrètes permettant à la fois de remplacer -en mieux- le système actuel, et de se préparer à certains des effondrements, mutations, contraintes rendues d'ores et déjà inéluctables.

Le bon sens contre l'aveuglement idéologique des économistes libéraux

Les alternatives à cette folle dynamique qui nous fait courir au bord du précipice existent, et sont basées sur le simple bon sens populaire, qui est exactement à l'opposé de l'aveuglement idéologique des économistes libéraux. L'économiste américain, Herman Daly, a défini le cadre que doit respecter le système économique alternatif que nous devons construire : le rythme de l'exploitation des ressources renouvelables ne doit pas dépasser celui de leur régénération. Le rythme d'épuisement des ressources non renouvelables ne peut excéder celui de la création des ressources alternatives. La quantité de déchets produite ne doit pas excéder la capacité de les assimiler. Nous l'avons dit, c'est uniquement du bon sens populaire. Et pourtant, ces règles de base nous montre à quel point le système actuel est complètement hors-jeu et incompatible avec le monde dans lequel nous vivons, avec le fait que nous ne disposons que d'UNE SEULE planète.

Nous devons définir les propositions immédiates qui permettent d'avancer vers ce cadre de base. Le livre « Fin de l'occident, naissance d'un monde », déjà cité, d'Hervé Kempf en propose les grandes lignes, que nous faisons nôtres :

- Reprise du contrôle des marchés financiers, des banques et de la création monétaire (avec un système monétaire international démocratique et intégrant l'enjeu écologique, des entités bancaires gérées par la collectivité et des systèmes de monnaies locales complémentaires) ;

- Réduction des inégalités, en construisant une fiscalité claire et progressive, en déterminant démocratiquement un revenu maximum acceptable, et donc une limite à l'empreinte écologique de chacun, personne ne pouvant prétendre avoir le droit -quel que soit son héritage ou le travail qu'il a pu réaliser dans sa vie- à un accès mille fois plus important aux ressources de la terre, ou à un droit de polluer mille fois plus important, et enfin en partageant le travail nécessaire pour en finir avec le chômage ;

- Ecologiser l'économie par une économie drastique des ressources énergétiques et matérielles, par le développement des services collectifs (santé, transports collectifs etc.) et immatériels (lien social, culture, entraide, éducation, etc.).

L'élimination du chômage sera également au cœur de ces priorités, grâce à deux leviers fondamentaux : les modes de production écologiques qui requièrent plus de travail que les productions polluantes, et le partage équitable du travail globalement nécessaire à la bonne marche de la société (réduction hebdomadaire du temps de travail, avancement de l'âge de la retraite, venant remplacer le chômage, les temps partiels subis etc.). Des millions d'emplois pourront être créés en Europe par une vraie politique de transition énergétique : politiques d'économie d'énergie, relocalisation d'une partie de la production, circuits courts de distribution, refonte de l'aménagement du territoire et des villes elles-mêmes, passage de l'agriculture industrielle à l'agriculture paysanne et durable, développement des énergies renouvelables, etc.

Une réforme fiscale ambitieuse devra organiser le partage des richesses produites ; permettre leur réduction globale tout en améliorant les conditions de vie des plus pauvres, en finançant les services collectifs comme l'éducation, la santé, le logement, les transports, etc. De plus,

l'instauration d'une contribution climat-énergie ambitieuse pourrait, quant à elle, décourager les modes de production, de consommation, de transports et d'aménagement du territoire les plus énergivores et les plus émetteurs de gaz à effet de serre. Elle protégerait les secteurs les plus vulnérables de la population, en compensant chez les plus démunis l'effet de cette nouvelle taxe et en employant la plus grande partie des recettes ainsi générées à financer la transition écologique et énergétique (développement des transports collectifs, isolation thermique des logements, etc.).

La lutte contre l'obsolescence programmée des produits, le contrôle strict de la publicité, la lutte contre la consommation ostentatoire, la promotion d'autres type de valeurs (culture, entraide, solidarité, nature, lenteur, calme), le développement du collectif et du lien social, l'arrêt des grands projets inutiles et imposés, la réinvention de la ville -libérée du tout voiture- comme espace de convivialité et de rencontres ; feront que la diminution radicale de notre consommation d'énergie et de matières (visant à ne consommer globalement qu'UNE planète, dans l'égalité et la justice sociale entre tous les peuples de la planète) ne sera pas synonyme de baisse de niveau de vie pour le commun des mortels, mais au contraire d'amélioration de sa qualité de vie.

Quelqu'un qui gagne deux fois moins dans une société qui produit des réfrigérateurs prévus pour durer 25 ans est plus « riche » que quelqu'un qui gagne deux fois plus dans une société qui programme l'obsolescence de ces mêmes réfrigérateurs à 7 ans de durée moyenne de vie.

Nos sociétés doivent également privilégier le plus de liens au plus de biens et organiser une sobriété heureuse, nous débarrassant de la surconsommation de ces objets et accessoires aussi futiles que passagers, qui envahissent nos vies et nos quotidiens.

Nous allons donc à la fois réduire la taille du gâteau, en changer la recette et mieux le partager.

Une stratégie d'alliance adaptée à l'urgence et à la gravité de la situation ÷

L'urgence et la gravité de la situation réclament de nous que nous soyons capables de construire des alliances larges autour de l'essentiel -à savoir éviter le pire au niveau écologique et climatique- et de faire avancer nos sociétés vers un tel programme simple et de bon sens. Beaucoup de gens, la majorité, peuvent se retrouver dans une alliance de ce type : associations de défense de l'environnement, syndicats de salariés ou de paysans, unions d'artisans ou de commerçants, communautés religieuses, peuples défendant leur culture ou leur environnement, ONG combattant la précarité ou promouvant l'entraide, mouvements de solidarité internationale ou d'aide aux migrants. Au-delà des forces organisées, il nous faut savoir également parler à des catégories sociologiques comme les grands-parents, inquiets de savoir dans quel état ils lèguent le monde à leur petits enfants, les jeunes, légitimement soucieux des difficultés qui les y attendront, les femmes, premières victimes des conséquences du changement climatique dans les pays du sud, etc.

Pour pouvoir mettre en place les alliances nécessaires pour gagner les batailles qui nous attendent, il faut d'abord définir les bons objectifs et priorités, permettant de rassembler largement et de gagner des premières victoires ; donnant par là-même assez de confiance et de force pour s'attaquer ensuite à des objectifs plus ambitieux. Il faut également construire une culture de respect, de tolérance, de vivre ensemble, permettant de travailler conjointement avec des secteurs et des organisations entre lesquels il existera, par ailleurs, de grandes divergences et des sensibilités très différentes sur beaucoup d'autres problématiques et enjeux actuels.

Se préparer dès aujourd'hui au monde d'après

Au-delà des dénonciations, continuons à construire des alternatives. Exigeons, mettons en place une nouvelle organisation séduisante. Exigeons la disponibilité d'une banque éthique, développons la monnaie locale pour construire des flux économiques alternatifs écologiques et locaux. Travaillons sur notre empreinte écologique à l'échelle de notre territoire d'action, évaluons et améliorons notre indice de résilience⁹, exigeons le développement des transports collectifs, mutualisons les modes de déplacement individuel par le covoiturage et l'auto-partage¹⁰, rendons tous ces chantiers jubilatoires. Toutes nos propositions permettent de mettre au premier plan la justice sociale. Si rien n'est fait, ce sont les plus pauvres d'entre nous qui pâtiront le plus des effondrements en cours et qui en pâtissent déjà. La prise de conscience grandissante de la finitude de notre monde et du non renouvellement des ressources peut nous permettre d'asseoir des revendications telles que le revenu maximum autorisé (RMA).

Participer à la définition d'une nouvelle éthique d'éco-humain planétaire est un enjeu extrêmement motivant. Nous avons vraisemblablement une dizaine d'années devant nous pour éviter des effondrements majeurs par la suite. Toutes les propositions que nous mettrons sur la table pour éviter ces effondrements seront utiles si l'effondrement a lieu, pour construire le monde d'après. Notre objectif est ainsi double.

Le travail que nous menons localement, en Pays Basque nord permet beaucoup de choses à la fois :

- Il expérimente de nouvelles voies, d'améliorer les modèles proposés ;
- Il permet de montrer dans la pratique que ces alternatives sont porteuses d'une société beaucoup plus humaine, conviviale, juste, solidaire, heureuse ;
- Il construit peu à peu une référence crédible, une voix audible, qui sera d'autant plus utiles face aux solutions démagogiques, égoïstes, qui seront proposées aux masses angoissées et frappées de plein fouet par les crises et les effondrements qui surviendraient ;
- Il construit des réseaux, des fonctionnements et organisations qui seront autant d'outils indispensables à la construction du système alternatif que nous appelons de nos vœux.

Au-delà des dénonciations et des combats pour changer les politiques actuelles, il nous faut continuer à construire des alternatives ici et maintenant :

-Renforcer et développer l'eusko la monnaie locale pour construire des flux économiques alternatifs écologiques et locaux, promouvoir et renforcer les systèmes d'épargne et de financement éthique ou locaux comme la NEF, les CLEF et les CLEJ, Herrikoa, etc. ;

-Se battre pour réduire l'empreinte écologique globale du Pays Basque, évaluer et améliorer notre indice de résilience¹¹, en développant les transports collectifs et les modes doux, en mutualisant les modes de déplacement individuel par le covoiturage et l'auto-partage, en freinant l'étalement urbain, en poussant à des politiques de sobriété et d'efficacité énergétique au niveau de l'urbanisme et de la rénovation des logements, en développant les systèmes locaux de production d'énergie renouvelables, en aidant au renforcement de l'agriculture paysanne et durable (EHLG, Lurzaindia, Arrapitz, inter-AMAP), en contestant les infrastructures symboles de cette course au toujours plus comme la voie nouvelle LGV, le développement de l'aéroport de Biarritz et du port de Pasaia, ou encore l'installation d'IKEA, etc. ;

-Appuyer toutes les initiatives allant dans le sens de la relocalisation de l'économie et du politique (décentralisation, collectivité territoriale Pays Basque), l'auto-organisation et la participation réelle des citoyens et leur responsabilisation collective et individuelle ; la souveraineté

9 http://www.futura-sciences.com/fr/definition/t/botanique-2/d/resilient_5455/

10 En France, en 2008, pour ce qui concerne la part des transports, plus de la moitié du CO₂ émis vient des véhicules particuliers, ¼ vient des poids lourds (Rapport du Ministère de l'écologie)

11 http://www.futura-sciences.com/fr/definition/t/botanique-2/d/resilient_5455/

alimentaire, l'autonomie énergétique...en même temps que l'organisation de systèmes et mécanismes de coopération et de solidarité entre les différents territoires ;

-Mettre en pratique -progressivement mais sûrement- dans nos comportements individuels et collectifs les alternatives existantes : abonnement électrique chez Enercoop, compte bancaire à la Nef, usage plus intensif du vélo et des transports en commun, refuser le travail (et les courses) le dimanche, populariser les intérêts aux principes de la simplicité volontaire, participer à la création d'ateliers de recyclage, entretien et réparation tels que Txirrind'ola, approvisionnement alimentaire auprès des Amap, systèmes comme Saski ou Gustoki, circuits courts et bio, des marchés locaux, régime alimentaire moins carné, utilisation de l'Eusko, tri exhaustif des déchets, compostage, mise en place des systèmes Zero Zabor, découverte des beautés naturelles près de chez nous plutôt que des voyages en avion à l'autre bout du monde, participer au renforcement d'une culture populaire rendant les gens acteurs plutôt que spectateurs (renforcer les groupes de danse qui fleurissent dans chaque village, les chorales amateurs, les troupes amateurs de théâtre, les comités des fêtes organisant leurs propres fêtes de village ou de quartier, a un intérêt majeur dans un système qui nous voudrait tous en consommateurs dociles et suivistes, et que n'intéresse que la culture spectacle et la culture marchandise), lutter pour la défense et le développement de l'euskara, créer des systèmes de SEL ou des centres de prêts et de partage d'objets et d'ustensiles courants, mutualiser les logements, les moyens de transports, etc. L'action concrète permet de ne pas tomber dans une profonde déprime, du moins pour ceux qui sortent du déni. Pourquoi pas la rédaction d'un guide de l'univers des possibles de l'individu conscientisé en parallèle du travail d'Alternatiba ?

Assemblée générale annuelle de Bizi du 6 avril 2013